



COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Troisième groupe d'opposition



TABLE DES MATIÈRES

Question 1	Dépenses pour l'informatique et les technologies de l'information	1
Question 2	Liste des nouvelles dépenses de l'Agence.....	3
Question 3	Effectif total de Revenu Québec.....	Annexe
Question 4	Masse salariale par catégorie d'emploi.....	Annexe
Question 5	Nombre de journées d'absence pour cause de maladie	Annexe
Question 6	Nombre et pourcentage d'employés à statut occasionnel dont le contrat est échu.....	Annexe
Question 7	Nombre et pourcentage d'employés à statut occasionnel.....	5
Question 8	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification	Annexe
Question 9	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale	Annexe
Question 10	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale.....	Annexe
Question 11	Budget de dépenses et d'investissements	7
Question 12	Nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés	Annexe
Question 13	Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une opposition	Annexe
Question 14	Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions.....	Annexe
Question 15	Nombre de recours judiciaires à l'encontre de Revenu Québec	9
Question 16	Nombre de plaintes reçues par Revenu Québec	Annexe
Question 17	Nombre de dossiers où une décision ou un jugement de première instance a été modifié	11
Question 18	Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet.....	13
Question 19	Montants investis pour le développement des services électroniques	Annexe
Question 20	Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet traitées dans un délai de 14 jours	Annexe
Question 21	Taux d'atteinte des normes de service de la « Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises »	15
Question 22	Avis demandés à la Commission d'accès à l'information	17
Question 23	Ententes interministérielles sur l'accès à l'information	19
Question 24	Taux de roulement du personnel	Annexe
Question 25	Sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse	25
Question 26	Nombre de divulgations et montants recueillis par le biais de la politique de divulcation volontaire.....	27
Question 27	Rapport concernant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.....	29
Question 28	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.....	Annexe
Question 29	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.....	31
Question 30	Bilan du crédit d'impôt LogiRenov	Annexe
Question 31	Sommes allouées au remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus.....	Annexe
Question 32	Nombre d'interventions des inspecteurs concernant l'hébergement illégal	33

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Question 33	Portrait des familles ayant bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde.....	Annexe
Question 34	Nombre d'ETC consacrés à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international.....	Annexe
Question 35	Ressources financières consacrées à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international.....	Annexe
Question 36	Nombre d'ETC consacrés à lutter contre les planifications fiscales abusives	Annexe
Question 37	Ressources financières consacrées à lutter contre les planifications fiscales abusives.....	Annexe
Question 38	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire	Annexe
Question 39	Statistiques quant aux bénéficiaires d'une pension alimentaire	35
Question 40	Pourcentage de dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.....	Annexe
Question 41	Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires.....	Annexe
Question 42	Nombre d'employés et budget total affectés à la perception de la TVQ et de la TPS.....	37
Question 43	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.....	Annexe
Question 44	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	Annexe
Question 45	Nombre de vérificateurs fiscaux embauchés par l'Agence	Annexe
Question 46	Nombre de départs à la retraite de vérificateurs et d'autres employés.....	39
Question 47	Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans le secteur de la restauration.....	41
Question 48	Nombre d'inspections effectuées dans le secteur de la restauration pour vérifier si l'obligation de produire la facture avec un MEV est respectée.....	43
Question 49	Nombre de signalements de restaurants n'utilisant pas le MEV.....	45
Question 50	Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans des bars	Annexe
Question 51	Nombre d'inspections effectuées dans les bars pour vérifier si l'obligation de produire la facture avec un MEV est respectée.....	47
Question 52	Nombre de signalements de bars n'utilisant pas le MEV	49
Question 53	Nombre d'entreprises ne respectant pas l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV	51
Question 54	Liste des dispenses accordées dans le cadre de la mise en œuvre des mesures fiscales dans le secteur de la restauration.....	Annexe
Question 55	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités	53
Question 56	Nombre d'appels de citoyens reçus pour le crédit d'impôt pour solidarité.....	55
Question 57	Lutte à la contrebande du tabac	Annexe
Question 58	Planifications fiscales abusives	Annexe
Question 59	Comité ACCES construction	Annexe
Question 60	Ensemble des sommes prélevées auprès des sociétés minières	Annexe
Question 61	Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale relatives à l'industrie minière	Annexe

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Question 62	Total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières.....	Annexe
Question 63	Ventilation des droits miniers payés et impayés	57
Question 64	Coût total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde.....	Annexe
Question 65	Nombre d'inspections menées auprès des services de garde non subventionnés et places réellement utilisées	59
Question 66	Nombre d'avis de cotisation transmis à une entreprise relativement à une non-conformité d'un de ses fournisseurs ou sous-traitants	61
Question 67	Nombre d'avis de cotisation ayant fait l'objet d'un règlement, par une entente ou par une décision d'un tribunal.....	63
Question 68	Concernant la lutte contre l'évasion fiscale, effectif, budget, nombre de dossiers traités, montants récupérés.....	65
Question 69	Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail	Annexe
Question 70	Études réalisées en lien avec le document Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale.....	67
Question 71	Correspondance avec le gouvernement fédéral en lien avec la perception des taxes sur les biens achetés ou consommés en ligne	Annexe
Question 72	Sommes récupérées par le programme de divulgation volontaire.....	Annexe

**QUESTION 1**

Indiquer les dépenses faites en 2019-2020 par votre agence pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Indiquer les prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE

Dépenses et investissements en ressources informationnelles, en M\$

	2019-2020
Gestion et soutien administratif	29,5
Entretien et exploitation	135,3
Développement	83,3
Total¹	248,1

1. Incluant 14,2 M\$ en acquisition de logiciels et de matériel ainsi que 105,2 M\$ en services professionnels.



QUESTION 2

Fournir la liste des nouvelles dépenses de l'Agence en 2019-2020 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

RÉPONSE

Revenu Québec n'a mis en place aucun nouveau programme où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt nécessitant une économie équivalente ailleurs dans l'appareil de l'État.



QUESTION 7

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels à Revenu Québec pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

Le tableau suivant présente le nombre et la proportion d'employés occasionnels, mesurés en nombre de personnes pour 2019-2020.

Nombre et proportion d'employés occasionnels

	2019-2020 au 31 mars
Effectif total ¹	12 380
Réguliers	11 592 93,6 %
Occasionnels	788 6,4 %

1. Excluant les membres du conseil d'administration de Revenu Québec ainsi que les étudiants et les stagiaires.



QUESTION 11

Pour chaque direction générale : le budget de dépenses et d'investissements et le nombre d'ETC pour chacune des cinq dernières années (agence et ministère). Fournir une ventilation par dépense.

RÉPONSE

TABLEAU 1
Dépenses pour 2019-2020 (en milliers de \$)

	Rémunération	Fonctionnement	Amortissement	Transfert	Total
Dépenses	881 289	249 760	107 459	2 296	1 240 804

TABLEAU 2
Investissements pour 2019-2020 (en milliers de \$)

	Total
Immobilisations	90 698

TABLEAU 3
Dépenses et effectif pour 2019-2020

	Dépenses (en milliers de \$)					Effectif (en ETC)
	Rémunération	Fonctionnement	Amortissement	Transfert	Total	
Direction générale de l'innovation et de l'administration	201 105	147 270	107 459		455 834	568
Direction générale des entreprises	202 744	7 792			210 536	3 017
Direction générale des particuliers	176 275	2 864		2 296	181 435	2 993
Direction générale du traitement et des technologies	97 201	72 215			169 416	1 692
Direction générale du recouvrement	94 756	4 600			99 356	1 494
Direction générale de la législation	43 206	2 321			45 527	471
Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales	29 184	2 350			31 534	391
Direction générale des ressources humaines	21 916	5 573			27 489	307
Direction générale des communications	7 791	4 189			11 980	99
Bureau du président-directeur général	3 811	113			3 924	40
Direction générale de la protection des droits et de l'éthique	3 300	473			3 773	39
Total	881 289	249 760	107 459	2 296	1 240 804	11 111



QUESTION 15

Sommes dépensées par Revenu Québec pour des recours judiciaires entre un particulier ou une entreprise et Revenu Québec (agence et ministère), incluant les frais de services professionnels pour des contrats octroyés à des avocats ou firmes d'avocats, ainsi que le nombre total de ces recours, par année, pour les cinq dernières années. Total, par année, des réclamations demandées par Revenu Québec (agence et ministère), et total accordé par les tribunaux.

RÉPONSE

Frais judiciaires

	2019-2020 au 31 mars
Frais des ressources internes	10 932 477 \$
Frais des ressources externes	738 568 \$
Total	11 671 045 \$

Par ailleurs, nous ne sommes pas en mesure de fournir l'information de façon précise en ce qui concerne le total des montants demandés par Revenu Québec et accordés par les tribunaux. Ceux-ci requièrent une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d'obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal. Cependant, dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d'un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d'environ 60 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général.

**QUESTION 17**

Pour chacune des cinq dernières années : la différence entre les sommes que Revenu Québec a réclamées à des particuliers ou à des entreprises et ce que Revenu Québec a réellement obtenu à la suite d'une décision ou d'un jugement d'un tribunal, ainsi que le nombre de dossiers où une décision ou un jugement de première instance a été modifié lors d'une réclamation.

RÉPONSE

Nous ne sommes pas en mesure de fournir l'information de façon précise en ce qui concerne les décisions qui représentent moins de la moitié de la somme initialement réclamée. Cela demanderait une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d'obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal.

- Toutefois, à chaque année, en moyenne, plus de 55 % des décisions sont maintenues en totalité.
- Dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d'un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d'environ 60 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général du Québec.



QUESTION 18

Nombre de déclarations de revenus obtenues par Internet au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE

Au 31 mars 2020

Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par voie électronique	5 552 916
---	-----------

Le 17 mars dernier, en raison de l'impact de la COVID-19 sur l'économie québécoise, le ministre des Finances annonçait le report au 1^{er} juin de la date limite de production pour la déclaration de revenus des particuliers. Ce report a eu un léger impact sur le nombre de déclarations de revenu reçues par Internet au 31 mars 2020.


QUESTION 21

Pour chacune des cinq dernières années, les taux d'atteinte des normes de services de la « Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises » avec volume traité, ventilation par mois.

RÉPONSE
Résultats cumulatifs trimestriels des normes de la Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises pour 2019-2020

	1 ^{er} trimestre avril à juin 2019	2 ^e trimestre juillet à septembre 2019	3 ^e trimestre octobre à décembre 2019	4 ^e trimestre janvier à mars 2020
Accessibilité de nos services				
1. Donner suite à votre demande d'information transmise par courriel dans les 2 jours ouvrables (cible : 85 %)				
Résultat	91,3 %	92,1 %	93,7 %	93,7 %
Courriels traités	24 906	42 626	56 959	81 587
2. Répondre à votre appel téléphonique dans les 3 minutes (cible : 80 %)				
Résultat	84,9 %	83,6 %	82,8 %	83,0 %
Appels entrants	1 215 109	2 055 577	2 737 541	3 639 015
3. Donner suite à votre correspondance dans les 60 jours – Particuliers (cible : 90 %)				
Résultat	94,4 %	85,4 %	83,5 %	83,4 %
Correspondances traitées	96 201	179 351	222 454	263 013
4. Donner suite à votre correspondance dans les 35 jours – Entreprises et mandataires (cible : 80 %)				
Résultat	85,6 %	87,1 %	88,0 %	86,3 %
Correspondances traitées	84 598	162 107	233 706	290 607
Impôts et taxes				
5. À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise par voie électronique, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 14 jours (cible : 90 %)				
Résultat	85,9 %	86,2 %	86,3 %	88,6 %
Remboursements effectués ou avis de cotisation délivrés	4 000 318	4 085 776	4 118 853	5 252 181
6. À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise sur support papier, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 28 jours (cible : 85 %)				
Résultat	89,8 %	90,0 %	90,2 %	90,7 %
Remboursements effectués ou avis de cotisation délivrés	587 017	609 223	617 159	674 539
7. Attribuer un numéro d'inscription sans délai à votre entreprise lorsque la demande est transmise par voie électronique, effectuée en personne ou faite par téléphone (cible : 100 %)				
Résultat	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Inscriptions	14 476	27 107	39 626	53 202
8. À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise par voie électronique, transmettre votre remboursement dans les 25 jours (cible : 80 %)				
Résultat	87,9 %	87,3 %	87,0 %	85,6 %
Demandes traitées	111 208	215 605	325 999	448 430

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

	1 ^{er} trimestre avril à juin 2019	2 ^e trimestre juillet à septembre 2019	3 ^e trimestre octobre à décembre 2019	4 ^e trimestre janvier à mars 2020
9. À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise sur support papier, transmettre votre remboursement dans les 30 jours (cible 80 %)				
Résultat	91,2 %	91,4 %	91,4 %	90,9 %
Déclarations traitées	67 424	121 551	174 659	234 339
10. À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui ne comporte pas de demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 100 jours (cible : 85 %)				
Résultat	97,2 %	96,6 %	94,9 %	94,5 %
Avis de cotisation délivrés	99 821	218 474	309 044	398 341
11. À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui comporte une demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 180 jours (cible 85 %)				
Résultat	93,4 %	95,5 %	95,6 %	95,1 %
Avis de cotisation délivrés	3 973	9 302	13 134	17 495
Pensions alimentaires				
12. Traiter toute nouvelle demande relative à une pension alimentaire à laquelle vous avez droit en vertu d'un jugement, dans les 30 jours – Délai moyen (cible : 30 j)				
Délai moyen de traitement	22 j	28 j	28 j	29 j
Nouveaux dossiers traités	2 475	5 157	7 679	10 650
13. Effectuer une première intervention de recouvrement de votre créance alimentaire lorsque le débiteur refuse de payer la pension alimentaire et les arrérages dus, dans les 20 jours (cible : 100 %)				
Résultat	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Dossiers traités	1 530	2 940	4 495	5 849
Biens non réclamés				
14. Traiter votre réclamation de produits financiers non réclamés dans les 120 jours (cible : 80 %)				
Résultat	98,3 %	98,3 %	98,6 %	98,5 %
Réclamations traitées	1 543	3 150	5 123	6 420
Recours				
15. Vous communiquer notre décision concernant votre opposition à un avis de cotisation dans les 6 mois (cible : 75 %)				
Résultat	75,6 %	73,7 %	73,1 %	72,2 %
Dossiers traitables	1 135	2 899	5 089	6 603
16. Donner suite à votre plainte dans les 35 jours (cible : 85 %)				
Résultat	91,8 %	90,8 %	89,8 %	89,6 %
Plaintes réglées	466	956	1 173	1 448

**QUESTION 22**

Copie des avis demandés à la Commission d'accès à l'information (CAI) par l'Agence du revenu du Québec, ainsi que copie des réponses fournies par la CAI au cours des trois dernières années.

RÉPONSE

Revenu Québec a obtenu sept avis de la CAI en 2019-2020. L'ensemble de ces avis est favorable. Un avis peut avoir été produit en réponse à une demande effectuée avant la période de référence. Il est à noter que la CAI dispose d'un site Internet sur lequel elle diffuse les avis qu'elle rend.

QUESTION 23

Liste des ministères qui ont conclu des ententes interministérielles sur l'accès à l'information avec l'Agence du revenu du Québec.

RÉPONSE

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020¹

Commission de la construction du Québec (CCQ)

1.	Entente concernant la collecte de renseignements relatifs au secteur de la construction et à la collaboration administrative entre le ministre du Revenu du Québec et la Commission de la construction du Québec.	Greffe n° 2008-21
----	---	-------------------

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

2.	Entente de communication de renseignements concernant les employeurs cotisant en vertu de la Loi sur les normes du travail entre le ministre des Finances et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail. (Nouvelle)	Greffe n° 2019-11
3.	Entente concernant l'échange de renseignements nécessaires à l'encaissement par Revenu Québec des versements périodiques des employeurs qui doivent payer des cotisations à la Commission de la santé et de la sécurité du travail entre le ministre du Revenu et la Commission de la santé et de la sécurité du travail.	Greffe n° 2009-19

Commission des services juridiques (CSJ)

4.	Entente concernant l'échange de renseignements dans le cadre du service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants entre le ministre des Finances et la Commission des services juridiques.	Greffe n° 2014-16
----	--	-------------------

Commission des transports du Québec (CTQ)

5.	Entente concernant le certificat de voyage occasionnel entre le ministre des Finances et la Commission des transports du Québec.	Greffe n° 2017-05
6.	Entente concernant la communication de renseignements concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds entre le ministre du Revenu et la Commission des transports du Québec.	Greffe n° 2009-13

Directeur de l'état civil du Québec

7.	Entente relative à la communication de certains renseignements personnels (administration des biens non réclamés) entre le ministre du Revenu du Québec et le Directeur de l'état civil du Québec.	Greffe n° 2006-08
----	--	-------------------

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020 ¹		
Directeur général des élections du Québec (DGÉQ)		
8.	Protocole d'entente pour l'utilisation du référentiel d'adresses du Directeur général des élections entre le Directeur général des élections et le ministre des Finances.	Greffe n° 2018-14
9.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels dans le cadre de l'exercice des pouvoirs du Directeur général des élections entre le ministre des Finances et le Directeur général des élections du Québec.	Greffe n° 2014-12
Institut de la statistique du Québec (ISQ)		
10.	Entente de communication de renseignements nécessaires à la réalisation de l'étude Grandir au Québec entre Retraite Québec, le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec. (Nouvelle)	Greffe n° 2020-01
11.	Entente de communication de renseignements nécessaires à la réalisation de l'enquête québécoise sur la garde non parentale entre Retraite Québec, le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec. (Nouvelle)	Greffe n° 2019-15
12.	Entente de communication de fichiers de renseignements dans le cadre de l'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec. (Nouvelle)	Greffe n° 2019-13
13.	Entente de communication de renseignements confidentiels pour la réalisation de travaux statistiques en économie sociale entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2018-16
14.	Entente de communication de renseignements nécessaires à la réalisation du pilote de l'étude Grandir au Québec entre Retraite Québec, le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2018-10
15.	Entente de communication de fichiers de renseignements dans le cadre de l'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2017-07
16.	Entente de communication d'une base de données pour la réalisation de statistiques territoriales entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2016-09
17.	Entente de communication de fichiers de renseignements dans le cadre de l'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2015-02
18.	Entente de communication de renseignements confidentiels nécessaires à la réalisation de travaux de nature statistique dans le domaine de la culture et des communications entre le ministre du Revenu et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2011-14
19.	Entente de communication de fichiers de renseignements confidentiels pour la réalisation de travaux statistiques en recherche scientifique et développement expérimental entre le ministre du Revenu et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2011-07
20.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à la réalisation de travaux statistiques dans le domaine bioalimentaire entre le ministre du Revenu du Québec et l'Institut de la statistique du Québec.	Greffe n° 2003-07

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020 ¹		
Investissement Québec (INV-QC)		
21.	Entente relative à la collecte de renseignements concernant le crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques entre le ministre des Finances et Investissement Québec. (Nouvelle)	Greffe n° 2019-02
22.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre du Revenu et Investissement Québec.	Greffe n° 2009-29
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)		
23.	Entente relative à la communication de renseignements concernant les exploitations agricoles entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Greffe n° 2007-07
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)		
24.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.	Greffe n° 2017-08
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)		
25.	Entente administrative relative à la communication de renseignements pour l'application de la Loi sur l'aide financière aux études entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Éducation du Québec.	Greffe n° 2000-17
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)		
26.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'exécution de mandats relatifs à l'impôt minier ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.	Greffe n° 2015-06
Ministère de la Famille (MFA)		
27.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires aux inspections et aux enquêtes concernant la garde illégale et à l'application ou l'exécution des lois fiscales entre le ministre des Finances et le ministre de la Famille.	Greffe n° 2018-27
Ministère des Finances du Québec (MFQ)		
28.	Entente relative à la communication de renseignements à partir de l'outil Statistiques mensuelles des contribuables et des mandataires au ministre des Finances du Québec entre Revenu Québec et le ministre des Finances du Québec.	Greffe n° 2015-05
29.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre du Revenu et le ministre des Finances du Québec.	Greffe n° 2011-09
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)		
30.	Entente relative à l'échange de renseignements concernant les représentations étrangères et les organisations internationales entre le ministre des Finances et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie.	Greffe n° 2018-01

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020 ¹		
Ministère du Tourisme (MTO)		
31.	Entente portant sur la communication de statistiques à des fins de reddition de comptes en matière d'établissements d'hébergement touristique entre le ministre des Finances et la ministre du Tourisme. <u>(Nouvelle)</u>	Greffe n° 2019-05
32.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique entre le ministre des Finances et la ministre du Tourisme.	Greffe n° 2018-17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)		
33.	Entente relative à la collecte de renseignements concernant les versements anticipés du crédit d'impôt pour prime au travail entre le ministre des Finances et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2017-03
34.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises entre le ministre des Finances et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2017-02
35.	Entente relative à la communication de renseignements concernant le programme allocation-logement entre le ministre des Finances et de l'Économie et la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2013-17
36.	Entente relative à la communication de renseignements personnels pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour la solidarité entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2011-04
37.	Entente relative à la communication et à la gestion des renseignements concernant le versement anticipé du supplément à la prime au travail entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2010-06
38.	Communication quotidienne de renseignements entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2008-33
39.	Communication annuelle de renseignements en matière d'aide financière de dernier recours entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2008-13
40.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires pour établir le droit d'une personne à une prestation en vertu du Régime québécois d'assurance parentale entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2005-18
41.	Entente relative à la communication de renseignements dans le cadre de l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.	Greffe n° 2003-15
42.	Entente relative à la communication de renseignements concernant les cas de subrogation en matière de pensions alimentaires entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de la Solidarité sociale.	Greffe n° 2001-03
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)		
43.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires à l'administration du régime général d'assurance médicaments et du régime d'assurance maladie du Québec entre le ministre des Finances et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Greffe n° 2014-08

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020 ¹		
44.	Entente portant sur la communication de renseignements nécessaires à l'administration du régime d'assurance maladie du Québec entre le ministre du Revenu et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Greffe n° 2012-02
45.	Entente relative à la communication de renseignements dans le cadre du programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique entre le ministre du Revenu et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Greffe n° 2008-03
46.	Entente relative à la communication de certains renseignements personnels (administration des biens non réclamés) entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère du Revenu du Québec.	Greffe n° 2006-09
47.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à la détermination du revenu de l'adulte hébergé ou pris en charge par une ressource intermédiaire demandant à être exonérée du paiement de la contribution financière entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Greffe n° 2005-09
48.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'exercice de certaines attributions du ministre du Revenu entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministre du Revenu du Québec.	Greffe n° 2003-12
49.	Entente relative à la communication de renseignements permettant l'ajustement des paramètres de contribution au régime général d'assurance médicaments entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministre du Revenu du Québec.	Greffe n° 2002-10
Régie du bâtiment du Québec (RBO)		
50.	Entente portant sur la communication de renseignements relatifs à un plaidoyer ou à une déclaration de culpabilité concernant une infraction à une loi fiscale pour l'application de la Loi sur le bâtiment entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Régie du bâtiment du Québec.	Greffe n° 2013-16
51.	Entente concernant la communication de renseignements nécessaires à l'application des lois administrées par le ministre du Revenu entre le ministère du Revenu du Québec et la Régie du bâtiment du Québec.	Greffe n° 1996-05
Retraite Québec		
52.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec, dont la mise à jour du registre des cotisants entre le ministre des Finances et Retraite Québec. (Nouvelle)	Greffe n° 2020-02
53.	Entente relative à la communication de renseignements personnels pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour la solidarité entre le ministre du Revenu et la Régie des rentes du Québec.	Greffe n° 2011-08
54.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à la mise à jour du fichier « Identification du fichier des individus » entre le ministre du Revenu et la Régie des rentes du Québec.	Greffe n° 2008-04
55.	Entente administrative sur le traitement des demandes d'un participant relatives à l'administration de son régime de retraite entre le ministère du Revenu et la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.	Greffe n° 2007-08
56.	Entente administrative permettant le recouvrement d'un montant versé au titre d'un paiement de soutien aux enfants entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Greffe n° 2005-13

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 31 mars 2020 ¹		
57.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à l'administration du crédit d'impôt pour le soutien aux enfants entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Greffe n° 2004-08
58.	Entente d'échange de renseignements visant l'affectation des remboursements fiscaux aux dettes dues en vertu de la Loi sur les prestations familiales entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Greffe n° 2000-02
59.	Protocole d'entente relatif à la communication de renseignements entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec concernant l'administration du régime de prestations familiales à compter du 1 ^{er} septembre 1997.	Greffe n° 1997-09
Société d'habitation du Québec (SHQ)		
60.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'administration du programme Allocation-logement entre le ministre du Revenu du Québec et la Société d'habitation du Québec.	Greffe n° 2001-13
61.	Entente entre la Société d'habitation du Québec et le ministre du Revenu du Québec concernant l'administration du programme Logirente.	Greffe n° 1994-16
Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)		
62.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Société de développement des entreprises culturelles.	Greffe n° 2013-06
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)		
63.	Entente relative à la perception et au versement de la taxe de vente du Québec à l'égard des véhicules routiers entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Greffe n° 2013-14
64.	Entente relative à l'application de la loi concernant la taxe sur les carburants et de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants entre le ministre du Revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Greffe n° 2012-21
65.	Entente concernant l'accès aux renseignements du dossier unique par lien téléinformatique entre la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministre du Revenu.	Greffe n° 2004-03
66.	Entente relative à l'échange de renseignements pour l'application du Régime d'immatriculation international entre le ministre du Revenu du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Greffe n° 2003-13
Université Laval		
67.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à l'enquête longitudinale auprès des parents séparés et recomposés du Québec entre le ministre des Finances et l'Université Laval. (Nouvelle)	Greffe n° 2020-03

1. La liste de ces ministères et organismes publics est constituée à partir de la nomenclature en vigueur au moment de la signature des ententes.

**QUESTION 25**

Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse pour chacune des cinq dernières années et nombre de contribuables chez qui ces sommes ont été récupérées.

RÉPONSE**Résultats du programme Indices de richesse**

	2019-2020 au 31 mars
Montant récupéré	8,3 M\$
Nombre de contribuables	3 166

**QUESTION 26**

Pour chacune des cinq dernières années, nombre de divulgations et montants recueillis par le biais de la politique de divulgation volontaire. Indiquer quelle partie des montants, pour chaque année, provient d'actifs ou de revenus à l'étranger non déclarés.

RÉPONSE**Résultats en divulgation volontaire**

	2019-2020 au 31 mars
Nombre de contribuables ou de mandataires cotisés	962
Récupération totale pour les lois fiscales du Québec	205,2 M\$

**QUESTION 27**

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction visant spécifiquement Revenu Québec.

RÉPONSE

Revenu Québec ne possède aucune information à ce propos.



QUESTION 29

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations visant spécifiquement Revenu Québec.

RÉPONSE

Revenu Québec ne possède aucune information à ce propos.



QUESTION 32

Nombre d'interventions des inspecteurs concernant l'hébergement illégal pour l'année 2019-2020 et pour les cinq années précédentes. Description du statut de ces interventions et du suivi effectué.

RÉPONSE

Depuis le 12 juin 2018, Revenu Québec est responsable de l'inspection dans le secteur de l'hébergement touristique afin d'assurer le respect des lois et des obligations fiscales des exploitants.

Résultats d'inspections dans le secteur de l'hébergement touristique

	2019-2020 au 31 mars
Nombre d'inspections	4 535
Nombre d'inspections non conformes	1 716
Nombre d'infractions traitées en poursuites pénales	267
Nombre d'infractions traitées en avertissement ¹	1 778
Nombre de condamnations	43
Montant des amendes	206 682 \$

1. Plus de 20 % des infractions traitées en avertissement sont attribuables au défaut de s'inscrire au fichier de la taxe sur l'hébergement.

QUESTION 39

Statistiques pour 2019-2020 quant aux bénéficiaires d'une pension alimentaire.

Portrait (sexe, nombre d'enfants, revenu moyen, etc.) et montants reçus.

RÉPONSE

Statistiques relatives au Programme de perception des pensions alimentaires

	2019-2020 au 31 mars
Clientèle directe	Débiteurs : 141 754 Créanciers : 142 854
Montant mensuel reçu par créancier (en moyenne)	483 \$
Montant versé en pensions	
Créanciers alimentaires ¹	484,06 M\$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ²	14,56 M\$
Total	498,62 M\$
Montant encaissé³	508,39 M\$
Pensions alimentaires perçues au moyen des retenues à la source	
Proportion des pensions alimentaires perçues	44 %
Nombre d'employeurs participant à la perception	16 407

1. Les montants des versements excluent les remboursements faits aux débiteurs de 12,1 M\$ du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.
2. Pour les dossiers pour lesquels le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'est subrogé. Une subrogation est une substitution d'une personne à une autre dans une relation juridique. Elle peut être consentie par un créancier ou un débiteur.
3. Ce montant inclut les encaissements des débiteurs relativement à la sûreté et les frais ainsi que les encaissements des créanciers au 31 mars 2020.



QUESTION 42

Nombre d'employés et budget total affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

Perception des taxes¹

	2019-2020 préliminaire ²
Effectif (en ETC)	3 327,5
Coût (en M\$)	372,6

1. Inclut la TPS et la TVQ ainsi que les autres taxes spécifiques du Québec.

2. Le Contrôleur des finances n'ayant pas complété ses travaux visant l'attestation de l'information financière, les données sont préliminaires.

QUESTION 46

Nombre de départs à la retraite de vérificateurs et d'autres employés au cours des trois dernières années.

RÉPONSE

Nombre de départs à la retraite des vérificateurs fiscaux¹

Départs à la retraite	2019-2020 au 31 mars
Vérificateurs fiscaux réguliers	64
Vérificateurs fiscaux occasionnels	0
Sous-total - Vérificateurs fiscaux	64
Autres corps d'emploi (réguliers et occasionnels)	302
Total - Tous les corps d'emploi	366

1. Techniciens en traitement, en vérification fiscale interne et en relations avec la clientèle (411), techniciens en vérification fiscale externe (412) et professionnels en vérification fiscale travaillant dans des unités de vérification (512).

QUESTION 47

Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans le secteur de la restauration.

RÉPONSE

Au total, 39 764 MEV sont en fonction dans 21 580 établissements visés par les mesures de facturation obligatoire, soit les restaurants, les bars et les restos-bars.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, 5 531 MEV ont été installés dans 3 491 établissements visés par les mesures sur la facturation obligatoire.



QUESTION 48

Nombre d'inspections ayant été effectuées dans le secteur de la restauration (par région) afin de vérifier si l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV était respectée, nombre de contrevenants condamnés et amendes versées.

RÉPONSE

Résultats d'inspections pour le secteur de la restauration au 31 mars 2020

Région administrative	Nombre d'inspections	Nombre de condamnations ¹	Amendes totales ¹ (\$)
01 - Bas-St-Laurent	237	6	13 584
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	306	5	10 170
03 - Capitale-Nationale	868	16	43 072
04 - Mauricie	297	16	57 254
05 - Estrie	397	6	11 504
06 - Montréal	2 636	247	810 918
07 - Outaouais	453	36	106 109
08 - Abitibi-Témiscamingue	132	4	12 000
09 - Côte-Nord	89	2	5 000
10 - Nord-du-Québec	14	-	-
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	97	-	-
12 - Chaudière-Appalaches	343	6	13 170
13 - Laval	551	38	115 498
14 - Lanaudière	388	33	112 000
15 - Laurentides	472	28	82 458
16 - Montérégie	1 214	76	229 517
17 - Centre-du-Québec	248	5	11 586
Total	8 742	524	1 633 840

1. Le nombre de condamnations et le montant des amendes sont reliés à des infractions traitées en poursuites pénales émises durant la période visée et/ou au cours de périodes précédentes.

**QUESTION 49**

Nombre de signalements de restaurants n'utilisant pas le MEV et nombre d'inspections qui ont suivi ces signalements (par région).

RÉPONSE

Afin de bien répondre à la question, il faut faire une distinction entre le terme signalement et dénonciation. Pour Revenu Québec, les termes sont définis de la façon suivante :

- Signalement : Un signalement est une information transmise par les unités administratives de Revenu Québec, exemple de la vérification vers les enquêtes de fraudes fiscales.
- Dénonciation : Une dénonciation est une information reçue du public, pouvant être anonyme ou non.

Revenu Québec traite toutes les dénonciations reçues.

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, Revenu Québec a reçu 264 dénonciations concernant des restaurants qui ne semblaient pas se conformer aux règles et aux obligations fiscales.

Durant cette même période, 345 inspections ont été effectuées à la suite de ces informations reçues du public.



QUESTION 51

Nombre d'inspections dans les bars ayant été effectuées (par région) afin de vérifier si l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV était respectée, nombre de contrevenants condamnés et amendes versées.

RÉPONSE

Résultats d'inspections pour le secteur des bars au 31 mars 2020

Région administrative	Nombre d'inspections	Nombre de condamnations ¹	Amendes totales ¹
01 - Bas-St-Laurent	64	-	-
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	53	-	-
03 - Capitale-Nationale	351	5	7 458
04 - Mauricie	68	2	3 486
05 - Estrie	27	4	6 570
06 - Montréal	761	22	62 484
07 - Outaouais	95	6	16 484
08 - Abitibi-Témiscamingue	82	4	10 500
09 - Côte-Nord	-	-	-
10 - Nord-du-Québec	9	-	-
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	7	-	-
12 - Chaudière-Appalaches	93	1	3 000
13 - Laval	94	2	5 500
14 - Lanaudière	133	5	14 500
15 - Laurentides	193	2	5 500
16 - Montérégie	278	12	37 938
17 - Centre-du-Québec	39	-	-
Total	2 347	65	173 420

1. Le nombre de condamnations et le montant des amendes sont reliés à des infractions traitées en poursuites pénales émises durant la période visée et/ou au cours de périodes précédentes.

**QUESTION 52**

Nombre de signalements de bars n'utilisant pas le MEV et nombre d'inspections qui ont suivi ces signalements (par région).

RÉPONSE

Afin de bien répondre à la question, il faut faire une distinction entre le terme signalement et dénonciation. Pour Revenu Québec, les termes sont définis de la façon suivante :

- Signalement : Un signalement est une information transmise par les unités administratives de Revenu Québec, exemple de la vérification vers les enquêtes de fraudes fiscales.
- Dénonciation : Une dénonciation est une information reçue du public, pouvant être anonyme ou non.

Revenu Québec traite toutes les dénonciations reçues.

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, Revenu Québec a reçu 12 dénonciations concernant des bars qui ne semblaient pas se conformer aux règles et aux obligations fiscales.

Durant cette même période, 31 inspections ont été effectuées à la suite d'une dénonciation.



QUESTION 53

Nombre d'entreprises ne respectant pas l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV. Ventilation par secteur : bars et restaurants.

RÉPONSE

	2019-2020 au 31 mars	
	Secteur restauration	Secteur bars
Nombre d'inspections non conformes	2 309	613
Nombre d'infractions traitées en poursuites pénales	498	104
Non remise d'une facture	2	10
Émission d'une facture ne provenant pas d'un MEV	168	2
Facture non inscrite au registre prescrit	302	87
Autres infractions	26	5
Nombre d'infractions traitées en avertissement	1 986	588

Certaines inspections peuvent se conclure avec plus d'une infraction traitée en poursuites pénales ou en avertissement.

**QUESTION 55**

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés de Revenu Québec. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

RÉPONSE

Les renseignements relatifs aux frais de participation à une activité de formation, à un colloque ou à un congrès ainsi que les renseignements relatifs aux contrats de formation, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de Revenu Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23), à l'adresse suivante :

<https://www.revenuquebec.ca/fr/a-propos/acces-a-linformation/documents-et-renseignements-vises-par-le-reglement-sur-la-diffusion/renseignements-relatifs-aux-frais-et-aux-depenses/>



QUESTION 56

Le nombre d'appels de citoyens reçus pour s'informer des modalités du « crédit d'impôt pour solidarité ». Fournir une ventilation par année, et ce, depuis sa création.

RÉPONSE

Crédit d'impôt pour solidarité

	2019-2020 au 31 mars
Nombre d'appels reçus	340 700

**QUESTION 63**

Ventilation par mois des droits miniers payés et impayés depuis 2011-2012. Détailler les actions entreprises afin de récupérer ces montants et les frais liés à ces recours.

RÉPONSE

La Loi sur les mines est sous la responsabilité du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). En vertu de cette loi, le MERN rend publics la quantité, la valeur du minerai, les droits versés par les sociétés minières titulaires de baux miniers ou de concessions minières ainsi que les redevances provenant des substances minérales de surface. Ces données sont disponibles sur le site Internet du MERN à l'adresse suivante : <https://mern.gouv.qc.ca/mines/publications/donnees-activite-miniére/>

Depuis le 1^{er} septembre 2015, Revenu Québec est responsable de l'application de la Loi sur l'impôt minier, qui relevait auparavant du MERN. Les actions entreprises afin d'assurer la conformité à la Loi sur l'impôt minier découlent de la stratégie d'intervention de Revenu Québec.

- En date du 1^{er} septembre 2015, 458 dossiers avaient été transférés par le MERN à Revenu Québec.
- Au 31 mars 2017, l'ensemble des déclarations reçues du MERN étaient traitées à la satisfaction de la clientèle.

Revenu Québec traite, en moyenne, 270 dossiers par année en impôt minier.

QUESTION 65

Nombre d'inspections menées par le ministère auprès des services de garde non subventionnés concernant l'octroi des crédits d'impôt et les places réellement utilisées, par année.

RÉPONSE

Revenu Québec réalise des activités d'inspection dans les secteurs de la restauration et des bars, du tabac, du carburant et de l'hébergement touristique. Bien qu'aucune inspection ne soit menée auprès des services de garde non subventionnés concernant l'octroi des crédits d'impôt, des activités de vérification peuvent être réalisées.

QUESTION 66

Indiquer le nombre d'avis de cotisation transmis à une entreprise relativement à une non-conformité d'un de ses fournisseurs ou sous-traitants, le montant total de ces avis ainsi que le montant réel cotisé à la suite de la transmission de ces avis.

RÉPONSE

Entreprises ayant reçu au moins un avis de cotisation relativement à une non-conformité d'un de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants

	2019-2020 au 31 mars
Nombre d'entreprises	11
Résultats de contrôle fiscal ¹	1 248 042 \$

1. Excluant la TPS et les intérêts.

QUESTION 67

Nombre d'avis de cotisation ayant fait l'objet d'un règlement, par une entente ou par une décision d'un tribunal, qui représente moins de la moitié de la somme initialement réclamée.

RÉPONSE

Nous ne sommes pas en mesure de fournir l'information de façon précise en ce qui concerne les décisions qui représentent moins de la moitié de la somme initialement réclamée. Cela demanderait une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d'obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal.

- Toutefois, à chaque année, en moyenne, plus de 55 % des décisions sont maintenues en totalité.
- Dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d'un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d'environ 60 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général du Québec.

**QUESTION 68**

Concernant la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal, pour 2019-2020 :

- a) Effectif;
- b) Budget;
- c) Nombre de dossiers traités;
- d) Montants récupérés.

RÉPONSE**Résultats de la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal**

	2019-2020 au 31 mars
Effectif (en ETC) ¹	4 103
Nombre de contribuables ou de mandataires	1 248 600
Montant récupéré (en M\$)	2 655,5

1. Données incluant l'administration de la TPS.

**QUESTION 70**

Copie exhaustive de toutes les études réalisées en lien avec le document *Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*.

RÉPONSE

Trois documents ont été déposés lors de la Commission des finances publiques qui a eu lieu en février 2018 sur les paradis fiscaux :

- Étude d'impact sur la mise en place d'une taxe sur les profits détournés au Québec : étude du ministère des Finances;
- Étude d'impact sur la non-application par le Québec de conventions fiscales canadiennes : étude du ministère des Finances;
- Commerce électronique – impacts sur la perception des taxes : étude de Revenu Québec. Dans cette étude, des estimations des pertes fiscales liées au commerce électronique pour l'année 2017 ont été présentées.

**Liste des questions pour lesquelles aucune fiche n'est produite**

Question 3	Pour chacune des cinq dernières années, donner l'effectif total de Revenu Québec en ETC et fournir les prévisions pour 2020-2021. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 77.</i>
Question 4	Évolution de la masse salariale par catégorie d'emploi, depuis 10 ans, incluant l'ancien ministère du Revenu. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 58.</i>
Question 5	Pour chacune des cinq dernières années, le nombre total de journées d'absence pour cause de maladie et la moyenne par employé. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 15.</i>
Question 6	Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé. Fournir une ventilation par secteur d'activité. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 24.</i>
Question 8	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification au cours des trois dernières années. Fournir une ventilation par direction et par année. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 78.</i>
Question 9	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale en 2019-2020, comparativement aux deux années précédentes. Fournir une ventilation par direction. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 78.</i>
Question 10	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale en 2019-2020 comparativement aux deux années précédentes. Fournir une ventilation par direction. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 78.</i>
Question 12	Le nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 76.</i>
Question 13	Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une opposition pour les cinq dernières années. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 92.</i>
Question 14	Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions pour les cinq dernières années. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 93.</i>
Question 16	Pour chacune des cinq dernières années : le nombre de plaintes reçues par Revenu Québec et par le ministère du Revenu. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 104.</i>

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des questions pour lesquelles aucune fiche n'est produite (suite)

Question 19 Montants investis par l'Agence pour le développement des services électroniques en 2019-2020 et pour chacune des quatre années précédentes.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 98.

Question 20 Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet et traitées dans un délai de 14 jours pour 2019-2020 et chacune des quatre années précédentes.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 99.

Question 24 Taux de roulement du personnel pour chacune des cinq dernières années, par type d'emploi.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 100.

Question 28 État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations visant spécifiquement Revenu Québec.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Question 30 Bilan du crédit d'impôt LogiRenov : Coût final pour le gouvernement, montant total de dépenses en rénovation résidentielle entraînées par le crédit d'impôt, nombre d'emplois soutenus. Fournir une ventilation par région.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 31 Concernant le Remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date d'octroi de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 33 Dresser le portrait des familles ayant bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde en 2019-2020. Fournir :

- a) Le nombre de ménages;
- b) L'âge des enfants;
- c) Le type de service de garde;
- d) Le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 34 ETC consacrés à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international, par année pour les dix dernières années.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.

Question 35 Ressources financières consacrées à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international, par année pour les dix dernières années.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des questions pour lesquelles aucune fiche n'est produite (suite)

Question 36	ETC consacrés à lutter contre les planifications fiscales abusives (PFA), par année pour les dix dernières années. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.</i>
Question 37	Ressources financières consacrées à lutter contre les planifications fiscales abusives (PFA), par année pour les dix dernières années. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.</i>
Question 38	Depuis le début du programme, le délai moyen pour le traitement d'un dossier, de la réception du jugement jusqu'au versement de la pension; fournir une ventilation par année. Comparaison avec les autres provinces qui possèdent un système de perception des pensions alimentaires. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 101.</i>
Question 40	Pour chacune des années depuis la création du programme, le pourcentage de dossiers pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 102.</i>
Question 41	Depuis le début du programme, présenter l'évolution de l'effectif affecté à la perception des pensions alimentaires en ETC. Fournir une ventilation par année. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 103.</i>
Question 43	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 81.</i>
Question 44	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 82.</i>
Question 45	Nombre de vérificateurs fiscaux embauchés par l'Agence, par année, au cours des trois dernières années. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 95.</i>
Question 50	Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans des bars. <i>La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Troisième groupe de l'opposition » sous la question 47.</i>
Question 54	Liste des dispenses accordées à une personne ou à une catégorie de personnes d'une obligation prévue dans le cadre de la mise en œuvre des mesures fiscales dans le secteur de la restauration. <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des questions pour lesquelles aucune fiche n'est produite (suite)

Question 57 Dans le cadre de la lutte à la contrebande du tabac, nombre de saisies effectuées au cours des trois dernières années, nombre de mandats de perquisition, nombre et montant total des amendes et nombre d'inspections effectuées.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 85.

Question 58 Concernant la lutte contre les planifications fiscales abusives, pour 2019-2020 :
a) Effectif;
b) Budget;
c) Nombre de dossiers traités;
d) Montants récupérés.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.

Question 59 Concernant le comité ACCES construction pour les trois dernières années :
a) Effectif de Revenu Québec y participant;
b) Budget alloué;
c) Nombre d'interventions effectuées.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 106.

Question 60 L'ensemble des sommes prélevées auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.), pour chacune des cinq dernières années.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 61 Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) relatives à l'industrie minière, pour chacune des cinq dernières années.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 62 Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des dix dernières années.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 64 Indiquer le coût total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 69 Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail pour les cinq dernières années. Montant total de la dépense fiscale. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.

Question 71 Copie de toute correspondance avec le gouvernement fédéral en lien avec la perception des taxes sur les biens achetés ou consommés en ligne, incluant l'entente avec Netflix.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 72 Sommes récupérées par le programme de divulgation volontaire.

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Troisième groupe de l'opposition » sous la question 26.